

Rendez-vous raté pour 2021 !

Le Plan de développement du gaz naturel liquéfié est très en retard. Sa première phase «Gas to Power», dont la mise en service était initialement programmée pour 2021, est vraisemblablement compromise. Les infrastructures gazières attendues à cette échéance ne peuvent pas être prêtes : le marché qui devait être attribué avant mars 2017 ne le sera qu'en 2018 et les travaux prendront au moins 48 mois.

Les délais n'ont finalement pas été tenus pour le projet de gaz naturel liquéfié (GNL). La feuille de route du ministère de l'Énergie pour le développement de l'utilisation du GNL à partir de 2021 accuse en effet des retards. L'échéancier arrêté, tel que dévoilé fin 2014, indique que la construction des infrastructures gazières devait démarrer en octobre 2017 pour une mise en service en 2021. Ces infrastructures entrent dans le cadre du projet Gas to Power, qui constitue la première composante du plan de développement du GNL. L'objectif du Gas to Power est de réaliser, pour un investissement de 4,6 milliards de dollars, les infrastructures gazières et électriques destinées aux besoins de production d'électricité. En 2014, le gouvernement avait confié à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), l'un des grands architectes du plan gazier, la mise en œuvre de cette première phase, en associant des partenaires privés. L'Office avait alors lancé en décembre 2015 un appel à manifestation d'intérêt (AMI) invitant les sociétés opérant dans les domaines relevant des activités du «Gas to Power», à exprimer leur intérêt et confirmer leurs intentions et capacités à développer, concevoir, financer, construire, exploiter et maintenir ce projet. Suite à cet AMI, l'ONEE avait reçu 93 offres de sociétés nationales et internationales de différents pays. L'adjudicataire de ce marché n'est toujours pas connu. Alors qu'il devait être désigné avant mars 2017, il ne le sera finalement qu'en 2018. Sachant que la durée des travaux de construction est estimée à, au moins, 48 mois pour les terminaux de regazéification et de stockage du GNL, prévus à Jorf Lasfar, et 36 mois pour la jetée maritime au port de Jorf Lasfar et le gazoduc, il est tout simplement impossible de respecter la date de 2021. Anas Raisuni, directeur général de Sener Maroc, confirme notre constat : «Le Maroc ne dispose pas de temps suffisant pour construire une centrale onshore de regazéification». Raisuni a fait cette déclaration lors d'une rencontre organisée le 7 novembre à Casablanca sur la stratégie gazière du pays. Le temps presse, selon lui, parce qu'en 2021 expirera la convention Algérie-Europe pour le transit du gaz algérien



Face au retard, le ministère de l'Énergie prévoit-il un réajustement de la feuille de route ou un plan d'accélération de la stratégie gazière ?

via le Gazoduc Maghreb-Europe (GME). Le Maroc l'utilise moyennant une redevance en nature sur le passage du GME mis en service en novembre 1996 pour acheminer le gaz algérien vers l'Espagne via le Maroc. Cette redevance a permis au Maroc d'installer sa première centrale à cycle combiné de 384 MW à Tahaddart (Nord), opérationnelle depuis 2005, et la centrale thermosolaire de Ain Beni Mathar (Oriental) de 472 MW, mise en service en 2010. De même, un accord pour la livraison de gaz naturel au Maroc a été signé en juillet 2011 à Alger entre le groupe public algérien des hydrocarbures Sonatrach et l'ONEE. Ce contrat, qui porte sur la livraison de 640 millions de m³ de gaz algérien par an sur une durée de dix ans, expirera également en 2021. À ce jour, le Maroc n'a pas encore choisi son futur fournisseur en gaz naturel. Des «discussions non engageantes» ont été, néanmoins, déjà entreprises avec une vingtaine de fournisseurs de GNL, en vue de s'enquérir des possibilités de sécuriser les besoins du pays en gaz à partir de 2021, sur la base du business plan initial qui prévoit donc des infrastructures gazières onshore. Ces besoins atteindraient environ 5 milliards de m³ par an à l'horizon 2025. Afin de relever ces défis, le ministère de l'Énergie prévoit-il un réajustement de la feuille de route ou un plan d'accélération de la stratégie gazière ? Contacté par le Matin Eco, le Département n'a pas souhaité commenter. La solution ? Pour Anas Raisuni, la solution intermédiaire et qui pourrait donner de la flexibilité au projet marocain est le Floating Storage Regasification Unit (unité flottante de stockage et de regazéification du GNL) : FSRU. «Cette solution pourrait répondre aux besoins immédiats, tout en préparant la solution onshore pour la stratégie gazière sur le long terme», estime-t-il. ■

Moncef Ben Hayoun

Pour le groupe Sener, le Floating Storage Regasification Unit pourrait être une solution intermédiaire pour répondre aux besoins immédiats, tout en préparant la solution onshore pour le long terme.